



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Programme
pour la Gestion
des Transformations Sociales

Distribution: Limitée
SHS-09/CONF.203/10 REV
Original: Anglais

9^E SESSION DU
CONSEIL INTERGOUVERNEMENTAL
Paris, 28-30 septembre 2009

Les réponses nationales et internationales à la crise Débat thématique, 29 septembre 2009

L'impact, direct ou indirect, des crises économiques sur les plus vulnérables, en touchant à leur travail, leur santé ou leur éducation, est un fait avéré, au même titre que leur tendance à inévitablement aggraver les inégalités existantes et la pauvreté. Face aux menaces globales que l'actuelle crise économique fait peser sur la justice sociale et sur les droits humains, l'UNESCO tient d'autant plus à défendre une **approche du développement économique et social fondé sur les droits humains** pour mieux répondre aux impacts sociaux de la crise.

Dans la prolifération des analyses et des prises de position que la crise a suscitées, des réponses institutionnelles allant dans ce sens, au niveau des gouvernements comme des institutions internationales, ont d'ores et déjà été formulées. L'histoire jugera de leur efficacité à l'aune de leur capacité à garantir non seulement le maintien des filets sociaux de sécurité – lorsqu'ils existent –, mais aussi de protéger les droits humains pour les quatre cinquièmes de la population mondiale qui ne bénéficient d'aucune protection sociale.

Le programme MOST de l'UNESCO entend donner aux membres de la Conférence intergouvernementale du programme l'occasion de se constituer une vision réflexive d'ensemble de ces réponses, dans le cadre d'un dialogue entre chercheurs, société civile et décideurs visant à favoriser, en soutenant activement les approches comparatives, une interaction plus efficace entre recherche et conception des politiques publiques.

Force est de constater que l'attention médiatique et institutionnelle suscitée par la crise s'est portée avant tout sur les initiatives strictement économiques (renflouement des banques, refonte du système financier, plans de relance), alors même que la crise économique globale constitue une opportunité de reconsidérer la dimension prioritaire des investissements dans le domaine social, ainsi que dans l'éducation, la science et la culture. Les engagements pris à Copenhague en 1995 en matière de lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale, confirmés par la Déclaration du Millénaire, prennent en ce sens un autre visage : loin de n'être que des engagements d'objectifs qui ne sauraient être portés que par un retour à un contexte de croissance globale, ils identifient en fait les moyens qui permettraient une meilleure prévention des crises majeures.

Depuis que la crise du crédit a quitté son domaine bancaire de déclenchement pour remettre en cause non seulement la croissance globale mais aussi les conditions mêmes de la stabilité macroéconomique, ses impacts sociaux se sont démultipliés. Crise de l'emploi, accroissement de la pauvreté, remise en question des dépenses sociales par des gouvernements sous pression budgétaire voire en situation de défaut de

paiement, augmentation des inégalités et des discriminations – la liste est longue et nécessairement non exhaustive, tant les champs d'impact sont variés et interdépendants.

La crise économique globale a ainsi multiplié les risques d'une **déstabilisation générale des politiques sociales existantes**, soumises à une aggravation de leurs conditions de financement : politiques de santé, de logement, d'assainissement de l'eau, programmes de lutte contre les pandémies, systèmes de protection sociale, autant de dépenses publiques particulièrement exposées dans les arbitrages budgétaires des PVDs, même si le coût humain et économique de telles coupes est mieux reconnu qu'auparavant - au vu par exemple de la volonté politique nouvelle, en Chine et aux Etats-Unis, de se doter d'une assurance-maladie pour tous.

Dans un tel contexte, **la réalisation des Objectifs du Millénaire semble fortement compromise**. En ce qui concerne le premier d'entre eux (la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim), la Banque Mondiale a estimé que 60% des gains observés dans l'éradication de la pauvreté depuis la crise asiatique de 1997 seront annulés pendant la seule période 2008-2009 ; en avril 2009, la Banque Mondiale et le FMI estiment à 45 millions le nombre des personnes susceptibles de tomber pendant l'année dans des situations d'extrême pauvreté. L'OIT a estimé à 50 millions le nombre de personnes susceptibles de perdre leur emploi en 2009 : les premiers touchés seront les travailleurs migrants – entraînant ainsi une chute de leurs transferts de fonds, pré-évaluée à 9% en 2009 par la Banque Mondiale.

Le deuxième Objectif du Millénaire concernant l'éducation primaire est lui aussi largement remis en question par des contraintes de financement accrues, qui pèsent sur l'ensemble des dépenses publiques des PVDs. Il en va de même, a fortiori, de l'objectif d'éliminer les disparités de genre dans l'éducation primaire et secondaire – la scolarisation des filles étant souvent la première variable d'ajustement des situations économiques familiales. On pourrait ainsi décliner les contours d'un renforcement général des inégalités par la crise, dont l'impact est démultiplié dans les cas de pauvreté et de discrimination : chômage frappant prioritairement les jeunes ; déscolarisation des filles ; accroissement des violences domestiques dans les familles les plus vulnérables, etc.

Les chefs d'État et de gouvernement du G20 ont rappelé en novembre 2008 leur engagement à respecter les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le 2 décembre 2008, lors de la Déclaration de Doha sur le financement du développement, les engagements du consensus de Monterrey (2002) ont été réaffirmés, qu'il s'agisse du maintien des objectifs des États bailleurs de fonds en matière d'aide publique au développement ou de la promotion de la responsabilité sociale des entreprises. Force est de constater néanmoins, quelques mois plus tard, la faible lisibilité, pour l'heure, de ces engagements – la question par exemple de la responsabilité sociale (et notamment fiscale) des entreprises multinationales n'ayant pas été abordée lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009.

En ce qui concerne les institutions de Bretton Woods, la fin du traditionnel veto sur les politiques contra-cycliques et la mise en place des prêts flexibles par le FMI, la mise en place d'un Fonds de Vulnérabilité par la Banque Mondiale constituent des mesures concrètes d'un type nouveau. D'importants changements de gouvernance ont été également annoncés, notamment en faveur des BRICs – sachant que des annonces du même type avaient été faites auparavant sans pour autant être suivies d'effet. Faut-il voir dans ces **initiatives du G20 et des institutions économiques et financières internationales** des réponses circonstanciées à la crise, dont l'objectif serait avant tout d'éviter des déstabilisations majeures à l'échelle des économies nationales des PVDs, ou bien un changement plus stratégique qui serait en train de s'effectuer ? Sur ce point, les analystes sont partagés, entre l'annonce d'un changement de paradigme global dans les conceptions dominantes du développement social, et celle d'un retour au « *business as usual* » qui s'accommoderait de quelques changements institutionnels visant à mieux prendre en compte le nouveau jeu des puissances.

Ce débat thématique sera l'occasion de tester la pertinence de ces hypothèses générales par la **mise en débat de mesures spécifiques**, qu'il s'agisse d'initiatives prises au niveau des organisations internationales ou au niveau étatique, pour contrer les multiples impacts sociaux de la crise économique globale. Sous la forme d'un dialogue entre décideurs publics et des membres des organisations internationales, de la communauté académique, de la société civile et du secteur privé, ce débat accordera une importance particulière à la capacité des réponses ici débattues à s'inscrire véritablement, au-delà de leur dimension de mesures d'urgence, dans le cadre des engagements pris il y a quatorze ans à Copenhague. Les initiatives ici débattues seront ainsi évaluées en fonction de leur capacité à :

- Garantir les filets sociaux de sécurité ;
- Développer une approche intégrée des politiques sociales, fondée sur les droits humains et le renforcement de la coopération entre tous les partenaires impliqués;
- S'inscrire dans une conception régionale des politiques sociales ;
- Mieux intégrer les résultats de la recherche en sciences sociales dans la conception des politiques de développement économique et social.

Dans le cadre de la mission du Programme MOST - contribuer à améliorer l'interface entre recherche et politiques publiques -, ces deux tables rondes visent parallèlement à fournir aux membres de la Conférence intergouvernementale des outils d'analyse et des cadres de référence, par exemple pour leurs négociations avec les bailleurs de fonds, et dont la pertinence locale pourra être nourrie par les comités nationaux du programme.

Cette réunion constitue la deuxième étape d'un cycle de réflexion sur la crise amorcé lors d'une première table ronde organisée le 12 mai à Bergen par l'UNESCO et le HSRC (Human Sciences Research Council, Afrique du Sud) dans le cadre du Forum Mondial des Sciences Sociales, et qui aboutira à un débat thématique lors de la 35^{ème} Conférence Générale de l'UNESCO en octobre prochain.

Table ronde 1 : Les réponses nationales à la crise dans la perspective du développement social

L'objectif de cette table ronde sera d'identifier certaines réponses nationales spécifiques susceptibles de constituer des références transposables de politiques publiques dans le domaine du développement social – qu'il s'agisse de mesures de protection sociale universelles ou ciblées (notamment à l'égard des femmes, des jeunes, des travailleurs migrants, des personnes âgées et des handicapés), d'aménagements des systèmes de sécurité sociale, des transferts et réallocations de fonds, ou encore du renforcement de l'aide publique au développement. Le caractère éventuel de « bonnes pratiques » de ces initiatives nationales sera ici débattu, notamment par des représentants de la société civile et du secteur privé.

Présentation générale : M **Peter Utting**, Directeur adjoint, UNRISD

- S.E. Mme **Hala BSAISU LATTOUF**, Ministre du Développement social, Royaume de Jordanie

- Mr **Harjeet SINGH**, Sous Secrétaire de la Division des Politiques pour le développement de la communauté, Malaysia et Rapporteur du Bureau MOST/CIG

- M. **Jerry VILAKAZI**, Président-Directeur général de Business Unity South Africa

- S.E. Mme **Jeannette SANCHEZ**, Ministre de l'Intégration économique et sociale, Équateur (Minister of Social Coordination)

- Mr **Louis André DACOURY-TABLEY**, Ministre de la Solidarité et des victimes de guerre, Côte d'Ivoire et Président du Forum des ministres de développement social de la CEDEAO (à confirmer)

- Mme **Zdenka MANSFELDOVA**, République Tchèque, Représentante du Comité de Conseil Scientifique de MOST pour l'Europe de l'Est et l'Europe centrale

- Mme **Joséphine OUEDRAGOGO**, Secrétaire exécutive d'ENDA-Tiers Monde

Table ronde 2 : Les réponses internationales à la crise dans la perspective du développement social

Face à la crise économique globale, les organes subsidiaires et les institutions spécialisées des Nations Unies se sont, au même titre que les institutions de Bretton Woods, fortement mobilisées, dans le cadre de forums de haut niveau - OIT, PNUE (Initiative pour une économie verte), PAM (mesures d'urgence face à l'aggravation des crises alimentaires), UNDESA (pour un suivi intégré des initiatives) ou encore la Commission du Développement social de l'ECOSOC. La Banque mondiale, pour sa part, a appelé en mars 2009 à la création d'un Fonds de vulnérabilité. À un niveau à la fois régional et multilatéral, la BAD, l'OCDE, la Commission Européenne, entre autres, ont également multiplié les initiatives et les recommandations. Dans le cadre de cette mise en regard des principales réponses proposées par les organisations internationales qui traite de l'agenda social, une attention particulière sera donnée à l'analyse de ces initiatives du point de vue de la lutte contre les discriminations et l'exclusion, notamment envers les femmes et les plus vulnérables, suivant une approche du développement social fondé sur la justice sociale et les droits humains.

Présentation générale : Mr **Jean-Yves LE SAUX**, Directeur de la Division de la planification du programme, du suivi et des rapports (UNESCO)

- M **Martin HOPENHAYN**, Directeur, Division du développement social, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL)

- Mme **Sylvia WALBY**, UNESCO Chair in Gender Research, Lancaster University, UK

- M **Gustave MASSIAH**, Président du CRID (Centre de Recherche International sur le Développement), Paris

- Mr **Alejandro BONILLA-GARCIA**, Chef du Département de l'Education, de l'apprentissage et de la sécurité sociale (OIT)

, Directeur exécutif de la Protection sociale (OIT) (à confirmer)

- Mme **Bience GAWANAS**, Commissaire aux affaires sociales, Union Africaine

- Mme **Faith INNERARITY**, Ministère du Travail, de la Sécurité Sociale et du Sport, Jamaïque

- Mme **Véronique MORALI**, Présidente de Terrafemina.com; Présidente de FIMALAC Développement, France